

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 61 (1943)
Heft: 293

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern **Schweizerisches Handelsamtsblatt** **Berne**
Mittwoch, 15. Dezember 1943 **Mercredi, 15 décembre 1943**
Feuille officielle suisse du commerce **Foglio ufficiale svizzero di commercio**

Erscheint täglich,
ausgenommen an Sonn- und Feiertagen

61. Jahrgang — 61^{me} année

Paraît tous les jours,
le dimanche et les jours de fête exceptés

N° 293

Redaktion und Administration:
 Effingerstrasse 3 in Bern. Telefon Nr. (031) 216 00
 Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden — Abonnement-
 beträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen —
 Abonnementpreis für SHAB. (ohne Beilagen): Schweiz: jährlich Fr. 22.50,
 halbjährlich Fr. 12.50, vierteljährlich Fr. 6.50, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat
 Fr. 2.50 — Ausland: Zuschlag des Portos — Preis der Einzelnummer 25 Rp.
 — Annoncen-Regie: Publicitas A.G. — Insertions-tarif: 20 Rp. die ein-
 spaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rappen — Jahres-
 abonnementspreis für „Die Volkswirtschaft“: Fr. 8.50.

Rédaction et Administration:
 Effingerstrasse 3, à Berne, Téléphone n° (031) 216 00
 En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste — Prière
 de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus,
 mais au guichet de la poste — Prix d'abonnement pour la FOSC. (sans
 suppléments): Suisse: un an 22 fr. 50; un semestre 12 fr. 50; un trimestre
 6 fr. 50; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50 — Etranger: Frais de port en
 plus — Prix du numéro 25 cts — Régie des annonces: Publicitas S.A. —
 Tarif d'insertion: 20 cts la ligne de colonne d'un mm ou son espace;
 étranger 25 cts — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“ ou
 à „La Vita economica“: 8 fr. 50.

N° 293

Konkurse und Nachlassverträge

Das Schweizerische Handelsamtsblatt wird, der Festtag wegen, Sams-
 tag den 25. Dezember 1943 und Samstag den 1. Januar 1944 nicht erscheinen.
 Die Bekanntmachungen betreffend Konkurse und Nachlassverträge werden in
 den am Freitag den 24. und 31. Dezember 1943 ausgegebenen Nummern
 veröffentlicht. Redaktionsschluss je Freitag vormittags 9 Uhr 30. Die be-
 treffenden Amtsstellen und Sachwalter sind gebeten, bei der Ansetzung von
 Fristen darauf zu achten.

Die Administration des Blattes.

Faillites et concordats

En raison des fêtes de fin d'année, la Feuille officielle suisse du com-
 merce ne paraîtra pas le samedi 25 décembre 1943, ni le samedi 1^{er} janvier
 1944. Les avis de faillites et de concordats seront insérés dans les numéros
 de vendredi 24 et de vendredi 31 décembre 1943. Les manuscrits devront
 nous parvenir au plus tard le vendredi à 9 heures 30 du matin. Les autorités
 compétentes sont priées d'en tenir compte dans la fixation des délais.

L'administration de la Feuille officielle suisse du commerce.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati.
 Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
 Fabrik- und Handelsmarken. Marques de fabrique et de commerce. Marche di fabbrica
 e di commercio 105737—105757.
 Alliance foncière de Genève (société coopérative).

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

BRB über die Abänderung des Warenumsatzsteuerbeschlusses. ACF modifiant celui qui
 institue un impôt sur le chiffre d'affaires.
 Verfügung Nr. 714 A/43 der Preiskontrollstelle des EVD betreffend Einzahlungen an die
 Preisausschleisskasse für Sauerkrant. Prescriptions n° 714 A/43 du Service du contrôle
 des prix du DEP concernant les versements à la caisse de compensation des prix
 de la choucroute.
 Internationale Marken; Internationale Muster und Modelle. Marques internationales;
 Dessins et modèles internationaux.
 Supplément n° 44 à „La Vie économique“: Contribution à l'étude du problème du mil-
 mum indispensable à l'existence.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge
 werden am Mittwoch und am Samstag ver-
 öffentlicht. Die Aufträge müssen spätestens
 Mittwoch, morgens um 8 Uhr, bezw.
 Freitag um 12 Uhr, beim Schweiz. Handels-
 amtsblatt, Effingerstr. 3, Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont pu-
 bliés chaque mercredi et samedi. Les
 ordres doivent parvenir à la Feuille
 officielle suisse du commerce, Effinger-
 strasse 3, à Berne, au plus tard à 8 heures
 le mercredi et à midi le vendredi.

Ouvertures de faillites

(LP. 231, 232) (UT. féd. du 23 avril 1920, art. 29, 128)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités
 à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à
 l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original
 ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des
 intérêts de toute créance non garantie par gage (LP. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs
 créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le
 capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans ins-
 cription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits
 à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de
 preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui
 n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'im-
 meuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également,
 produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai
 fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque
 titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour
 les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par
 la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par
 une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office
 dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit
 d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Vaud Office des faillites de Montreux (1040)

Faillite: Succession répudiée de Dubied Ella, papeterie et articles de
 bureau, «Papeterie de la Paix», Rue de la Paix 4, à Montreux.

Date de l'ouverture: 9 décembre 1943.

Première assemblée des créanciers: lundi 20 décembre 1943, à 15 heures,
 en Maison de Ville, Les Planches Montreux.

Délai pour les productions: 15 janvier 1944.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG. 268) (LP. 268)

Kt. Zürich Konkursamt Enge-Zürich (1042)

Das Konkursverfahren über die

Kunst- & Spiegel-A.G. in Ligu,

Handel in Erzeugnissen der Kunst und des Kunstgewerbes, der Spiegel-
 branche mit Rahmenfabrikation und Einrahmungsgeschäften, Mythenquai 20,
 Zürich 2, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes
 Zürich vom 9. Dezember 1943 als geschlossen erklärt worden.

Kt. Bern Konkursamt Interlaken (1045)

Das ordentliche Konkursverfahren über Kienholz-Stähli Martha,
 Bäckerei und Handlung, in Interlaken, ist durch Verfügung des Konkurs-
 richters vom 10. Dezember 1943 als geschlossen erklärt worden.

Widerruf des Konkurses — Révocation de la faillite

(SchKG 195, 196, 317.) (L. P. 195, 196, 317.)

Kt. Bern Konkursamt Bern (1041)

Der am 22. Juli 1941 über die Firma Elrad A.G., Bern, eröffnete
 Konkurs wird zufolge Abschlusses eines gerichtlichen Nachlassvertrages
 widerrufen, gemäss Verfügung des Gerichtspräsidenten I von Bern vom
 8. Dezember 1943, und die Schuldnerin in die Verfügung über ihre Aktiven
 wieder eingesetzt.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Omologazione del concordato

(L. E. F. 306, 308.)

Ct. Ticino Pretura di Bellinzona (1044)

La Pretura di Bellinzona con suo decreto 9/16 novembre 1943 ha omolo-
 gato il concordato proposto dalla ditta Ferraresi Beatrice, vedova
 fu Luigi, mobili, Bellinzona, sulla base del pagamento ai creditori chirogra-
 fari del 100% dei loro crediti in rate annuali del 10% dal 1° gennaio 1947.
 Il pagamento della somma dovuta ai creditori privilegiati e delle rate dovute
 ai creditori ordinari, sarà effettuato dalla Società bancaria ticinese di
 Bellinzona.

Bellinzona, 11 dicembre 1943.

Per la Pretura:

L. Bomio Conf., segretario-aggiunto,

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

Zürich — Zurich — Zurigo

9. Dezember 1943. Fachzeitschrift, Immobilien, Hypotheken.
 Eigenheer & Cie., in Zürich 6, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 206
 vom 4. September 1943, Seite 1994), Verlag der Fachzeitung «Die Liegen-
 schaft». Als weiterer Kommanditär mit einer Kommanditsumme von
 Fr. 1500 ist in die Firma eingetreten Adolf Bruggmann, von Degersheim
 (St. Gallen), in Chur. Die Kommanditsumme ist durch Bareinzahlung
 voll liberiert. Die Firma verzeigt als weitere Geschäftsnatur An- und Ver-
 kauf von Liegenschaften und Vermittlung von Hypotheken. Das Geschäfts-
 lokal wurde verlegt nach Talstrasse 41, in Zürich 1.

10. Dezember 1943.

Immoval A.-G. Immobilien- und Handelsgesellschaft, in Zürich 1 (SHAB.
 Nr. 224 vom 25. September 1937, Seite 2180). Durch Beschluss der General-
 versammlung vom 22. November 1943 wurden die bisherigen Namenaktien
 in Inhaberaktien umgewandelt und das Grundkapital von Fr. 20 000 durch
 Ausgabe von 60 Inhaberaktien zu Fr. 500 auf Fr. 30 000 erhöht. Es ist
 eingeteilt in 100 voll liberierte Inhaberaktien zu Fr. 500. Leonhard Betzen,
 deutscher Reichsangehöriger, in Berlin, bringt gemäss öffentlich beur-
 kundetem Vertrag vom 21. November 1943 die Liegenschaft Villa Dorset
 in Davos-Platz, Parzelle Nr. 1087, nebst Mobiliar gemäss Aufstellung vom
 21. November 1943 in die Gesellschaft ein. Der Kaufpreis von Fr. 121 000
 wird wie folgt getilgt: Fr. 75 000 durch Uebernahme der auf der Liegenschaft
 haftenden grundversicherten Passiven in diesem Betrage, Fr. 30 000 durch
 Hingabe der 60 neuen Gesellschaftsaktien im Nennwerte von je Fr. 500,
 welche damit als voll liberiert gelten. Der Rest von Fr. 16 000 dient zur
 Vollübertragung der bisherigen 40 Gesellschaftsaktien zu Fr. 500, welche
 bis dahin nur mit 20% = je Fr. 100 einbezahlt waren. In Anpassung hieran
 und an die Vorschriften des revidierten Obligationenrechtes wurden neue
 Statuten festgelegt, wodurch die bisher eingetragenen Tatsachen folgende
 weitere Änderung erfahren: Publikationsorgan der Gesellschaft ist das
 Schweizerische Handelsamtsblatt. Sofern der Gesellschaft sämtliche Aktio-
 näre bekannt sind, können die Mitteilungen an diese durch eingeschriebenen
 Brief erfolgen.

10. Dezember 1943.

Personalfürsorgestiftung der Firma Staub & Co. Männedorf, in Männedorf. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Stiftungsurkunde vom 25. November 1943 eine Stiftung zur Fürsorge für sämtliche Arbeiter und Angestellten der Firma «Staub & Co.», in Männedorf. Die Stiftung erreicht ihren Zweck durch Alters- und Hinterbliebenenfürsorge, Unterstützung bei Arbeitslosigkeit, Krankheit und Invalidität sowie beim Bau von Arbeiter-Wohnstätten der Firma, in dem vom Stiftungsrat zu bestimmenden Umfang. Die Organe der Stiftung sind der Stiftungsrat von 1 bis 4 Mitgliedern und die Kontrollstelle. Mitglieder des Stiftungsrates sind Emil Staub-Schober, von Männedorf, Präsident; Jean Behra, von Arbon, Vizepräsident; Erika Albiker, von Männedorf, Rechnungsführerin, und Erich Staub, von Männedorf, alle in Männedorf. Emil Staub-Schober oder Erich Staub führen Kollektivunterschrift mit Jean Behra oder Erika Albiker. Domizil: In der Weiern, bei der Stifterfirma.

10. Dezember 1943.

Fürsorgestiftung der Firma E. Osswald, Kolonialwaren, Zürich, in Zürich 8 (SHAB. Nr. 177 vom 2. August 1943, Seite 1762). Elisabeth Wettstein ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; deren Unterschrift ist erloschen. Neu wurde in den Stiftungsrat als Rechnungsführer gewählt Alfons Egli, von und in Zürich. Die Stiftungsratsmitglieder führen Kollektivunterschrift unter sich je zu zweien.

10. Dezember 1943.

Landwirtschaftliche Konsumgenossenschaft Stadel, in Stadel (SHAB. Nr. 222 vom 22. September 1941, Seite 1857). Heinrich Albrecht-Frei ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Gottlieb Bucher, von und in Stadel, bisher Beisitzer, ist nun Vizepräsident. Präsident oder Vizepräsident führen mit dem Aktuar Kollektivunterschrift.

10. Dezember 1943. Kinematographentheater usw.

Progresskino A.-G., in Zürich 4 (SHAB. Nr. 258 vom 1. November 1939, Seite 2227), Betrieb und Erwerb von Kinematographen-Theatern usw. Die Unterschrift von Otto Meili, bisher einziges Verwaltungsratsmitglied, ist erloschen; er bleibt jedoch Mitglied des Verwaltungsrates. Neu wurden in den Verwaltungsrat gewählt Dr. Hemann Ritzmann, von und in Basel, zugleich als Präsident, und Hermann Brunowski, polnischer Staatsangehöriger, in Zürich, als Delegierter. Dieser ist nicht mehr Direktor und führt wie bisher Einzelunterschrift. Der Verwaltungsratspräsident Dr. Hemann Ritzmann führt die Firmaunterschrift nicht.

10. Dezember 1943. Seidenstoff-Fabrikation usw.

Siber & Wehrli Aktiengesellschaft, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 71 vom 25. März 1941, Seite 585), Seidenstoff-Fabrikation usw. Dr. Ludwig Friedrich Meyer und Dr. Hans Studer sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden.

10. Dezember 1943.

Walter Meier, Werkzeugmaschinen, in Zürich (SHAB. Nr. 72 vom 28. März 1942, Seite 719). Der Firmainhaber Walter Meier ist nun Bürger von Schleinikon (Zürich) und Zürich.

10. Dezember 1943.

Dr. Hans Wyler, Tödi-Apotheke, in Zürich (SHAB. Nr. 186 vom 13. August 1931, Seite 1765). Die Firma verzehrt als nunmehrige Geschäftsnatur Betrieb der Tödi-Apotheke und -Drogerie.

10. Dezember 1943. Textilien usw.

Grieder & Cie., Kommanditgesellschaft, in Zürich (SHAB. Nr. 275 vom 24. November 1943, Seite 2614). Die Firma verzehrt als nunmehrige Geschäftsnatur: Detail- und Engros-Handel, Manipulation, Verarbeitung, Import und Export in Textil-, Bekleidungs- und Mode-Artikeln aller Art, Couture.

10. Dezember 1943. Architekturbureau.

Friedrich Traub, in Zollikon. Inhaber dieser Firma ist Friedrich Traub, von Hauptwil (Thurgau), in Zollikon. Architekturbureau. Witellikerstrasse 17.

10. Dezember 1943. Mechanische Glaserei und Schreinerei.

Paul Greiner, in Zollikon (SHAB. Nr. 43 vom 21. Februar 1930, Seite 378), mechanische Glaserei und Schreinerei. Diese Firma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

10. Dezember 1943. Waren aller Art.

W. Lauger, in Zürich (SHAB. Nr. 95 vom 24. April 1943, Seite 922), Vertretungen von und Handel mit Waren aller Art. Die Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

10. Dezember 1943.

Neuer Bühnenverlag Hanno Zelz, in Zürich (SHAB. Nr. 73 vom 27. März 1941, Seite 604). Die Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

11. Dezember 1943.

Kinotheater A.-G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 15 vom 20. Januar 1943, Seite 163), Betrieb von Kinotheatern usw. Durch Beschluss der Generalversammlung vom 30. November 1943 wurden die bisherigen Inhaberaktien in Namenaktien umgewandelt und das Grundkapital von Fr. 50 000 durch Ausgabe von 50 Namenaktien zu Fr. 1000 auf Fr. 100 000 erhöht. Es zerfällt in 100 voll libertierte Namenaktien zu Fr. 1000. Die Librierung der neuen Aktien erfolgte durch Verrechnung. Die Statuten wurden teilweise revidiert. Die bisher eingetragenen Tatsachen erfahren dadurch keine weiteren Änderungen.

11. Dezember 1943. Chemikalien und Laboratoriumsgerätschaften usw.

Dr. Bender & Dr. Hobeln Aktiengesellschaft, in Zürich 6 (SHAB. Nr. 139 vom 17. Juni 1941, Seite 1169), Fabrikation von und Handel mit Chemikalien und Laboratoriumsgerätschaften usw. Das Fr. 50 000 betragende Grundkapital ist voll libiert.

11. Dezember 1943.

Fürsorge-Fonds der Angestellten der Firma Emil Blumer, Zürich, Stiftung, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 301 vom 28. Dezember 1942, Seite 2930). Willi Bartenbach ist aus dem Stiftungsrat ausgetreten; seine Unterschrift ist erloschen. An dessen Stelle wurde als Stiftungsratsmitglied bezeichnet Willy Kummer, von Niederönz (Bern), in Zürich. Er führt Kollektivunterschrift mit dem Stiftungsratsmitglied Marie Blumer-Oberli.

11. Dezember 1943. Aerztliche und zahnärztliche Erzeugnisse.

Odus-Dental A.-G., in Dietikon (SHAB. Nr. 105 vom 6. Mai 1936, Seite 1111), Herstellung und Vertrieb, Import und Export von ärztlichen und zahnärztlichen Erzeugnissen aller Art usw. Adolf Alexander und Alexander Kopp sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Einzelprokura wurde erteilt an Nelly Edelmann, geborene Klingenfuss, von Schaffhausen, in Dietikon.

11. Dezember 1943. Verlag für Werbekataloge, Propaganda aller Art. **Verlag W. Bosch**, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Walter Otto Bosch, von Mammern, in Zürich 8, mit seiner Ehefrau Margarete, geborene Zeh, in Gütertrennung lebend. Verlag für Werbekataloge und Propaganda aller Art. Höschgasse 28.

11. Dezember 1943. Immobilien usw.

Sonnenhof Aktiengesellschaft, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 286 vom 5. Dezember 1936, Seite 2855), Erwerb und Verwaltung von Grundbesitz usw. Die Gesellschaft hat sich gemäss Beschluss der Generalversammlung vom 30. November 1943 aufgelöst. Die Liquidation wird unter der Firma **Sonnenhof Aktiengesellschaft in Liq.** durchgeführt. Einzige Liquidatorin mit Einzelunterschrift ist die Genossenschaft «Treuhand & Verwaltung Zürich», in Zürich. Die Unterschrift von Dr. Ludwig Gutstein ist erloschen. Domizil: Börsenstrasse 21, in Zürich 1, bei der Liquidatorin.

Aargau — Argovle — Argovla

8. Dezember 1943. Strick- und Wirkwaren.

Aktiengesellschaft Buser & Keler & Cie. (Société anonyme Buser & Keler & Co.) (Buser & Keler & Co. Limited Cy.), in Laufenburg, Fabrikation von Strick- und Wirkwaren aller Art und Handel mit solchen (SHAB. Nr. 142 vom 22. Juni 1943, Seite 1413). Moritz Buser ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden und seine Unterschriftsberechtigung damit erloschen.

10. Dezember 1943.

Jos. Böller-Schmid Schuhwaren, Elken Aarg., in Eiken. Inhaber dieser Firma ist Josef Böller-Schmid, von Wölflinswil, in Eiken. Handel in Fussbekleidung aller Art (Schuhe, Einlegesohlen, Schuhriemen, Socken, Strümpfe usw.). Hauptstrasse 30 A.

10. Dezember 1943.

Kunath's Geflügelfarm und Futterfabrik, in Aarau (SHAB. Nr. 297 vom 18. Dezember 1940, Seite 2352). Die an Margarethe Albrecht erteilte Kollektivprokura ist erloschen.

10. Dezember 1943.

Höchli-Frey-Fonds, in Baden. Unter diesem Namen besteht auf Grund der öffentlichen Urkunde vom 4. Dezember 1943 eine Stiftung. Sie bezweckt die Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der Stifterin, der Kollektivgesellschaft «X. Höchli-Frey Söhne», in Baden. Einziges Organ ist der aus 1 bis 3 Mitgliedern bestehende Stiftungsrat. Zurzeit gehören ihm an: Walter Höchli-Koch als Präsident und Edgar Höchli-Zollinger, beide von und in Baden. Sie führen Einzelunterschrift. Geschäftsdomizil der Stiftung: bei der Firma, Badstrasse 21, in Baden.

10. Dezember 1943.

Schweiz. Gesellschaft für Holzkonservierung A.G., in Zofingen (SHAB. Nr. 189 vom 15. August 1939, Seite 1703). In der Generalversammlung vom 6. Dezember 1943 wurden die Statuten revidiert und dem neuen Obligationenrecht angepasst. Gegenüber den früher veröffentlichten Bestimmungen sind folgende Änderungen hervorzuheben: Die Gesellschaft bezweckt den Betrieb einer Holzimprägnieranstalt, einer Sägerei, einer Zaunfabrik und den Handel mit Holz und Holzkonservierungsmitteln. Die bisherigen Inhaberaktien sind in Namenaktien umgewandelt worden. Ausserdem wurde das Grundkapital von Fr. 170 000 auf Franken 250 000 erhöht durch Ausgabe von 160 neuen Namenaktien zu je Fr. 500. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt demnach nun Fr. 250 000 und ist eingeteilt in 500 auf den Namen lautende, voll einbezahlte Aktien von je Fr. 500. Bekanntmachungen erfolgen durch eingeschriebenen Brief und Publikationen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Die Verwaltung besteht aus 3 bis 5 Mitgliedern.

10. Dezember 1943.

Aabach A.-G. Lenzburg, in Lenzburg (SHAB. Nr. 166 vom 19. Juli 1935, Seite 1858). In der ordentlichen Generalversammlung vom 2. November 1943 wurde die Erhöhung des Grundkapitals von bisher Fr. 24 000, eingeteilt in 120 auf den Namen lautende Aktien von je Fr. 200, auf Fr. 60 000 beschlossen und durch Hinaufsetzung des Nominalwertes jeder Aktie auf Fr. 500 durchgeführt. Auf dieses Grundkapital sind Fr. 24 000 einbezahlt. Die Statuten wurden entsprechend revidiert und sind ausserdem dem neuen Obligationenrecht angepasst worden. Die früher veröffentlichten Tatsachen haben folgende Änderungen erfahren: Der Verwaltungsrat besteht aus 3 bis 5 Mitgliedern. Er regelt die Zeichnungsbefugnisse seiner Mitglieder. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt.

Wallis — Valais — Valles

Bureau de St-Maurice

11 décembre 1943.

Imprimerie rhodanique, à St-Maurice (FOSC. du 12 mai 1943, page 1065). Un nouveau versement de 10% du capital, soit 7000 fr., a été fait. Le capital est ainsi actuellement libéré à concurrence de 90%.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Boudry

9 décembre 1943. Immeubles.

Hortus S.A., précédemment à La Chaux-de-Fonds (FOSC. du 21 mars 1932, n° 67, pagina 684). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale, les statuts primitifs du 4 mars 1932 ont été modifiés le 2 décembre 1943. Le siège de la société a été transféré à Peseux. La société a pour but l'achat, l'exploitation et la vente des immeubles articles 4990, 4991, 1386, 5825 et 5895 du cadastre de Neuchâtel qu'elle a acquis pour le prix de 100 200 fr., ainsi que de tous autres immeubles. Elle peut s'occuper de toutes affaires immobilières, commerciales, industrielles et financières. Son capital est de 10 000 fr., divisé en 10 actions nominatives de 1000 fr. chacune, entièrement libérées. L'organe de publicité de la société est la Feuille officielle suisse du commerce. La convocation aux assemblées générales intervient par pli recommandé adressé à chacun des actionnaires. Le conseil d'administration est composé de 1 à 3 membres, actuellement d'un seul membre, Albert Spreng, de Wynigen (Berne), à Peseux. Il engage la société par sa signature individuelle. Ensuite de démission, la signature de Georges Wuthier est radiée. Siège de la société: au domicile de l'administrateur, Grand'Rue 2.

Genf — Genève — Ginevra

7 décembre 1943. Bijouterie et orfèvrerie, etc.

Gay Frères, Vente et Exportation S.A., à Genève. Suivant acte authentique du 2 décembre 1943, il a été constitué, sous cette dénomination, une société anonyme qui a pour objet l'achat, la vente ainsi que le commerce en gros et au détail de tous objets de bijouterie et d'orfèvrerie et, en particulier, de chaînes et de bracelets en tous genres. Elle peut se livrer à toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet défini plus haut, et elle peut participer, sous une forme quelconque, à toute entreprise similaire. Le capital social est fixé à 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr. chacune, nominatives. Le capital social est libéré jusqu'à concurrence de 20 000 fr. Les communications aux actionnaires se font par lettre recommandée, adressée au domicile désigné par le registre des actions. Les publications de la société sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé de un à trois membres. Jean Gay, de Genève, à Thônex, a été désigné comme seul administrateur avec signature individuelle. Noël Gay, de Genève, à Thônex, a été nommé directeur avec signature individuelle. Locaux: Rue des Glacis-de-Rive 12.

7 décembre 1943. Fabrique de chaînes d'or, etc.

Gay frères, à Genève, fabrique de chaînes d'or, bracelets et boîtes de montres (FOSC. du 6 juin 1941, page 1095). La société est dissoute depuis le 30 juin 1943. La liquidation est terminée, cette raison sociale est radiée. L'actif est le passif sont repris par la société anonyme dite: « Gay Frères S.A. », à Genève, ci-après inscrite, sur la base d'un bilan au 30 juin 1943.

7 décembre 1943. Fabrique de chaînes d'or, etc.

Gay Frères S.A., à Genève. Suivant acte authentique et statuts du 2 décembre 1943, il a été constitué sous cette raison sociale une société anonyme ayant pour objet la fabrication, l'achat, la vente ainsi que le commerce de chaînes d'or, de bracelets, de boîtes de montres, ainsi que de tous objets de bijouterie et d'orfèvrerie. Elle peut, en outre, se livrer à toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet défini plus haut et elle peut participer sous une forme quelconque à toutes entreprises similaires. A ces fins, elle reprend, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1943, tous les actifs et passifs de la société en nom collectif « Gay frères », à Genève, tels que ceux-ci ressortent du bilan au 30 juin 1943, annexé aux statuts, comprenant un actif de 478 036 fr. 07 (matériel et mobilier, marchandises, débiteurs divers, fournisseurs momentanément débiteurs, clients, banques, chèques postaux et caisse) et un passif du même montant soit de 478 036 fr. 07 (créanciers divers, provisions pour créances douteuses, fournisseurs, fonds en faveur du personnel). Dans ce passif sont compris les comptes courants des associés de la maison « Gay frères » pour un montant total de 22 437 fr. 63. Le capital social est de 150 000 fr., divisé en 180 actions « A », privilégiées quant aux dividendes, et en 120 actions « B », toutes de 500 fr. chacune, nominatives. Le capital social est libéré jusqu'à concurrence de 102 000 fr. par compensation avec parties des créances que les fondateurs possèdent contre la société en nom collectif « Gay frères », et figurent au bilan susmentionné. Les communications aux actionnaires se font par lettre recommandée adressée au domicile désigné par le registre des actions. Les publications de la société se font par la voie de la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé de 1 à 3 membres. Gabrielle-Marie Gay, née Quinson, de Genève, à Villette, commune de Thônex, est administrateur unique avec signature sociale individuelle. Dans sa séance du même jour, l'administration a nommé Jean Gay, de Genève, à Villette, commune de Thônex, aux fonctions de directeur, Hubert Gay, de Genève, à Annemasse (Haute-Savoie), et Frédéric Kuhn, de Genève, à Chêne-Bourg, fondés de pouvoir, tous trois avec signature sociale individuelle. Locaux: Rue des Glacis-de-Rive 12.

9 décembre 1943. Bétail.

Albert Gaudet, à Vandœuvres. Le chef de la maison est Jules-Joseph-Albert Gaudet, de Genève, à Vandœuvres, séparé de biens de Laure-Alexandrine, née Séchaud. Commerce de bétail. Domaine « La Solitude ».

9 décembre 1943. Produits chimiques, etc.

Etablissement Spector S.A. en liquidation, à Genève (FOSC. du 6 décembre 1941, page 2488). Nouvelle adresse de la société en liquidation: Rue du Stand 59 (bureau d'Albert-E. Gyssler, liquidateur).

9 décembre 1943. Café-restaurant.

Ernest Füg, à Genève, exploitation d'un café-restaurant (FOSC. du 10 novembre 1932, page 2629). La raison est radiée par suite de remise d'exploitation.

9 décembre 1943.

Société Immobilière du Boulevard (Lettre C), à Genève, société anonyme (FOSC. du 24 novembre 1925, page 1959). Le conseil d'administration est composé de: Jacques L'Huillier (inscrit), nommé président; Pierre L'Huillier (inscrit), actuellement domicilié à Bellerive (Collonge-Bellerive), nommé secrétaire, et James-Rodolphe Siegrist, de Meisterschwanden (Argovie), à Genève, lesquels signent collectivement à deux. L'administrateur Jean L'Huillier est décédé; ses pouvoirs sont éteints. Adresse de la société: Rue Petitot 5 (régie P. et J. L'Huillier).

9 décembre 1943.

Société Immobilière du Boulevard (Lettre E), à Genève, société anonyme (FOSC. du 25 janvier 1932, page 197). Le conseil d'administration est composé de: Pierre L'Huillier (inscrit), actuellement domicilié à Bellerive (Collonge-Bellerive), nommé président; Eugène Momo, secrétaire, de et à Genève, et Jacques L'Huillier (inscrit), lesquels signent collectivement à deux. L'administrateur Jean L'Huillier est décédé; ses pouvoirs sont éteints. Adresse de la société: Rue Petitot 5 (régie P. et J. L'Huillier).

9 décembre 1943.

Société Immobilière « Jasmina », à Genève, société anonyme (FOSC. du 5 décembre 1939, page 2432). Pierre L'Huillier, de Genève, à Bellerive (Collonge-Bellerive), a été nommé unique administrateur, avec signature sociale, en remplacement de Jean L'Huillier, décédé, lequel est radié et dont les pouvoirs sont éteints. Adresse de la société: Rue Petitot 5 (régie P. et J. L'Huillier).

9 décembre 1943.

Société de l'Immeuble rue de la Mairie N° 15, à Genève, société anonyme (FOSC. du 13 janvier 1931, page 74). Le conseil d'administration est

composé de: Pierre L'Huillier (inscrit), actuellement domicilié à Bellerive (Collonge-Bellerive), nommé président; Jacques L'Huillier (inscrit), nommé secrétaire, et James-Rodolphe Siegrist, de Meisterschwanden (Argovie), à Genève, lesquels signent collectivement à deux. L'administrateur Jean L'Huillier est décédé; ses pouvoirs sont éteints. Adresse de la société: Rue Petitot 5 (régie P. et J. L'Huillier).

9 décembre 1943.

Société Immobilière de la Villa Mon Vallon, à Genève, société anonyme (FOSC. du 21 octobre 1937, page 2356). Adresse de la société: Rue de la Corratierie 20 (bureau de Ch. Larpin, expert-comptable).

9 décembre 1943. Participations financières.

ADPARFINA S.A., à Vandœuvres (FOSC. du 29 juin 1926, page 1188). René Des Gouttes, de Genève, à Chêne-Bougeries, a été nommé unique administrateur; il signe individuellement. L'administrateur Paul Des Gouttes, décédé, est radié et ses pouvoirs sont éteints.

9 décembre 1943.

Société Immobilière de la Rue de Lausanne N° 60, à Genève, société anonyme (FOSC. du 19 décembre 1938, page 2707). Le conseil d'administration est composé de: Jean-Jacques L'Huillier (inscrit jusqu'ici comme secrétaire), nommé président; Charles Perret, secrétaire, de La Sagne (Neuchâtel), à Genève, et Pauline Crosnier (inscrite), actuellement domiciliée à Genève, lesquels signent collectivement à deux. L'administrateur Jean L'Huillier est décédé; ses pouvoirs sont éteints. Adresse de la société: Rue Petitot 5 (régie P. et J. L'Huillier).

9 décembre 1943.

Société de l'Immeuble angle Chemin Neuf et rue de Montcholsy, à Genève, société anonyme (FOSC. du 13 janvier 1931, page 74). Le conseil d'administration est composé de: Pierre L'Huillier (inscrit), actuellement domicilié à Bellerive (Collonge-Bellerive), nommé président; Eugène Momo, secrétaire, de et à Genève, et Jacques L'Huillier (inscrit), lesquels signent collectivement à deux. L'administrateur Jean L'Huillier est décédé; ses pouvoirs sont éteints. Adresse de la société: Rue Petitot 5 (régie P. et J. L'Huillier).

9 décembre 1943. Oeufs et volailles.

Mica Pinto Société Anonyme, à Genève (FOSC. du 11 janvier 1938, page 80). Le conseil d'administration est composé de: Mica Pinto, président et délégué (inscrit); Marcel Bovard-Binet (inscrit), nommé secrétaire, et César-Alfred Schopfer, de Lauenen (Bern), à Genève. La société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou par la signature collective des deux autres administrateurs. L'administrateur-délégué Clarence Engel, démissionnaire, est radié et ses pouvoirs sont éteints.

9 décembre 1943. Modes.

Henri Lischer, à Genève, commerce de modes (FOSC. du 4 août 1932, page 1895). La raison est radiée par suite du décès du titulaire. L'actif et le passif sont repris par la société en nom collectif « Lischer et Cie », à Genève, ci-après inscrite.

9 décembre 1943. Modes.

Lischer et Cie, à Genève. Ferdinand Lischer et son épouse Louisa-Eugénie Lischer, née Dannhauer, tous deux de Grosswangen (Lucerne) et de Genève, à Genève, et Louise Murat, de nationalité française, à Genève, ont constitué, sous cette raison sociale, une société en nom collectif ayant commencé le 9 février 1943 et qui a repris, dès cette date, l'actif et le passif de la maison « Henri Lischer », à Genève, radiée. Commerce de modes. Place de la Fusterie 7.

10 décembre 1943. Comptabilités, encaissements, etc.

Emile Mariot, à Genève, organisation, tenue et revision de comptabilité, encaissements, déclarations fiscales et recours et représentation commerciale (FOSC. du 20 février 1943, page 405). La raison est radiée par suite de cessation d'activité.

10 décembre 1943. Café-brasserie.

A. Marli, à Genève. Le chef de la maison est Arthur Marti, d'Aarwangen (Berne), à Genève. Exploitation d'un café-brasserie. Rue de Montchoisy 44.

10 décembre 1943.

Société Immobilière de Sécheron, à Genève, société anonyme (FOSC. du 8 décembre 1931, page 2625). Adresse de la société: Boulevard du Théâtre 6, régie Bissat et Steinmann.

10 décembre 1943. Société immobilière.

Société Anonyme du Palais des Expositions, à Genève (FOSC. du 13 mars 1933, page 606). Les pouvoirs de l'administrateur Antoine Bron, décédé, sont éteints. Bureau de la société: Place du Lac 1.

10 décembre 1943.

Société Immobilière de la Rue Gevray prolongée, lettre C, à Genève, société anonyme (FOSC. du 8 juillet 1943, page 1567). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 25 novembre 1943, la société a révisé ses statuts et les a adaptés aux dispositions actuelles du Code des obligations. Les faits antérieurement publiés sont modifiés sur les points suivants: La société prend comme nouvelle dénomination: **Société Immobilière Rue Plantamour N° 45**. Elle a pour but l'achat, la construction, l'exploitation, ainsi que la vente d'immeubles sis à Genève ou dans la baulieu de la dite ville et notamment l'exploitation de celui qu'elle possède à Genève, Rue Plantamour 45. Les publications de la société sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un ou de plusieurs membres. Léon Grivel, de et à Genève, a été nommé administrateur unique; il signe individuellement. L'administrateur Joseph Dubouchet est démissionnaire; ses pouvoirs sont éteints. Nouvelle adresse: Rue du Rhône 29, régie Edouard Chamay S.A.

10 décembre 1943. Primeurs.

Robert Bard, à Genève, commerce de primeurs en gros (FOSC. du 1^{er} février 1937, page 236). Cette raison est radiée par suite de remise d'exploitation à la société anonyme « Robert Bard, Société Anonyme », à Genève, ci-après inscrite.

10 décembre 1943. Primeurs.

Robert Bard, Société Anonyme, à Genève. Aux termes d'acte authentique en date du 2 décembre 1943, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour objet l'importation, l'exportation, la représentation et le commerce en gros de tous produits alimentaires, primeurs, fruits et légumes. Elle peut assumer des participations à toutes entreprises en Suisse et à l'étranger, acquérir et créer des entreprises semblables et similaires, et se charger de toutes opérations et de toutes les fonctions qui sont de nature à développer le but de la société, ou qui ont un

rapport direct ou indirect avec son objet. Elle reprend notamment, à partir du 1^{er} décembre 1943, la suite des affaires de la maison « Robert Bard », commerce de primeurs en gros, à Genève. Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 50 actions nominatives de 1000 fr. chacune. Le capital social est libéré jusqu'à concurrence de 42 000 fr. Il a été fait apport à la société d'une partie de l'actif (à l'exclusion de tout passif) du commerce de primeurs en gros exploité à Genève, Rue Rotschild 32, par Robert Bard, soit de la clientèle, des installations, du matériel fixe et roulant, etc., suivant inventaire en date du 2 décembre 1943 annexé aux statuts. Cet apport a été fait et accepté pour le prix de 40 000 fr., en paiement duquel il a été remis à l'apporteur 40 actions de 1000 fr. de la société, entièrement libérées. L'organe de publicité est la Feuille officielle suisse du commerce. Les convocations aux assemblées générales ont lieu par lettre chargée adressée à chaque actionnaire inscrit au registre de la société. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un à cinq membres. L'administrateur unique est Robert Bard, de et à Genève, avec signature individuelle. En outre, Edward Bovy, de Vufflens-le-Château (Vaud), à Genève, a été nommé directeur, avec signature individuelle. Locaux: Rue Rotschild 32.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum

Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

Nr. 105737. Hinterlegungsdatum: 25. November 1943, 19 Uhr.
« CIS » Chemische Industrie und Seifenfabrik AG. Liestal, in Liestal (Schweiz). — Fabrikmarke.

Milchhaltige Seifen aller Art.

**CIS
SWISS
MILK-SOAP**

Nr. 105738. Hinterlegungsdatum: 13. November 1943, 20 Uhr.
Robapharm Laboratoriums AG., Allschwilerplatz 9, Basel (Schweiz).
Fabrikmarke.

Arzneimittel, pharmazeutische Präparate und Drogen, Verbandstoffe, Pflaster, Tier- und Pflanzenvertilgungsmittel, diätetische Präparate, kosmetische Produkte, Desinfektionsmittel.

PHAROBAS

Nr. 105739. Hinterlegungsdatum: 15. Oktober 1943, 19 Uhr.
Robapharm Laboratoriums AG., Allschwilerplatz 9, Basel (Schweiz).
Fabrikmarke.

Arzneimittel, pharmazeutische Präparate und Drogen, Verbandstoffe, Pflaster, Tier- und Pflanzenvertilgungsmittel, diätetische Präparate, kosmetische Produkte, Desinfektionsmittel.

RAMADIN

Nr. 105740. Date de dépôt: 29 octobre 1943, 14 h.
Manufactures des Montres Millex, Elem SA., Rue Georg Friedrich Heilmann 4, Bienne (Suisse). — Marque de fabrique et de commerce.

Produits chimiques des arts graphiques; matrices et plaques originales pour l'impression typographique et offset; fournitures et matériel d'impression; encre d'imprimerie; appareils pour les machines offset.

N. I. D. A.

Nr. 105741. Hinterlegungsdatum: 3. November 1943, 12 Uhr.
Schumacher & Co., Metzgergasse 6, Luzern (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Universalbinder (Farbenbindemittel).

Duropolin

Nr. 105742. Hinterlegungsdatum: 12. November 1943, 9 Uhr.
Böhme AG., Liebfeld bei Bern (Schweiz). — Fabrikmarke.

Emaillack zum Streichen von Holz- und Metallgegenständen aller Art.

**Durolin
NEU-EMAILLE**

Nr. 105743. Hinterlegungsdatum: 18. November 1943, 7 Uhr.
Aktiengesellschaft vormals B. Siegfried, Zolingen (Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke.

Obstbaumkarbolium.

CARBEMUL

Nr. 105744. Hinterlegungsdatum: 23. November 1943, 7 Uhr.

Johann Rudolf Knuchel, Wiedlisbach (Bern, Schweiz).
Fabrikmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 54942. Firma wie oben abgeändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 19. September 1943 an.)

Treibriemen-Adhäsionsfett.



Nr. 105745. Hinterlegungsdatum: 23. November 1943, 7 Uhr.

Johann Rudolf Knuchel, Wiedlisbach (Bern, Schweiz).
Fabrikmarke. — (Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 58194. Firma wie oben abgeändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 23. November 1943 an.)

Weisspulver, Wischen, Farbwaren.

Gallie

Nr. 105746. Hinterlegungsdatum: 26. November 1943, 18 Uhr.

Aktiengesellschaft Gattiker & Cie., Rapperswil (St. Gallen, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 54587. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 25. Juli 1943 an.)

Margarine

SEMMEL

Nr. 105747. Hinterlegungsdatum: 26. November 1943, 18 Uhr.

Aktiengesellschaft Gattiker & Cie., Rapperswil (St. Gallen, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 54588. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 25. Juli 1943 an.)

Margarine

RHEINGOLD

Nr. 105748. Hinterlegungsdatum: 26. November 1943, 18 Uhr.

Aktiengesellschaft Gattiker & Cie., Rapperswil (St. Gallen, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 54589. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 25. Juli 1943 an.)

Margarine

MAIBLUME

Nr. 105749. Hinterlegungsdatum: 26. November 1943, 18 Uhr.

Aktiengesellschaft Gattiker & Cie., Rapperswil (St. Gallen, Schweiz).
Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 54590. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 25. Juli 1943 an.)

Spelsefett

OMEGA

Nr. 105750. Hinterlegungsdatum: 26. November 1943, 18 Uhr. Aktiengesellschaft Gattiker & Cie., Rapperswil (St. Gallen, Schweiz). Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 54591. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 25. Juli 1943 an.)

Spelsefett

EXTRA

Nr. 105751. Hinterlegungsdatum: 26. November 1943, 18 Uhr. Aktiengesellschaft Gattiker & Cie., Rapperswil (St. Gallen, Schweiz). Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 54592. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 25. Juli 1943 an.)

Spelsefett

PROBAT

Nr. 105752. Hinterlegungsdatum: 26. November 1943, 18 Uhr. Aktiengesellschaft Gattiker & Cie., Rapperswil (St. Gallen, Schweiz). Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 54593. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 25. Juli 1943 an.)

Spelsefett

NORMA

Nr. 105753. Hinterlegungsdatum: 26. November 1943, 18 Uhr. Aktiengesellschaft Gattiker & Cie., Rapperswil (St. Gallen, Schweiz). Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 54594. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 25. Juli 1943 an.)

Bäckerelfett

ALPHA

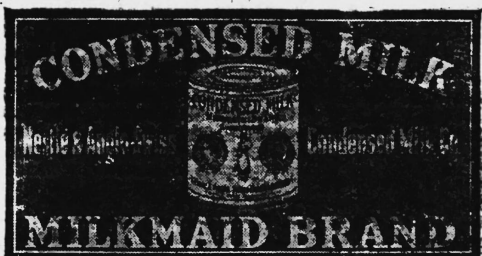
Nr. 105754. Hinterlegungsdatum: 26. November 1943, 18 Uhr. Aktiengesellschaft Gattiker & Cie., Rapperswil (St. Gallen, Schweiz). Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 54595. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 25. Juli 1943 an.)

Spelsefett

NOVUS

Nr. 105755. Date de dépôt: 29 novembre 1943, 7 h. Société des Produits Nestlé SA. (Aktiengesellschaft für Nestlé-Produkte) (Società anonima del Prodotti Nestlé) (Nestlé Products Co. Ltd.), Vevey (Suisse). — Marque de fabrique et de commerce. — (Renouvellement de la marque n° 56717. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 29 novembre 1943).

Laits condensés de tous genres.



(Marque imprimée en bleu et rouge.)

Nr. 105756. Hinterlegungsdatum: 30. November 1943, 15½ Uhr. J. Wix and Sons, Limited, Old Street 210/16, London EC. (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 55275. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 23. November 1943 an.)

Tabak, Zigarren, Zigaretten und Schnupftabak.

KENSITAS

Nr. 105757. Hinterlegungsdatum: 30. November 1943, 15½ Uhr. J. Wix and Sons, Limited, Old Street 210/16, London EC. (Grossbritannien). — Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 55276. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 23. November 1943 an.)

Zigaretten.

**Druckfehler-Berichtigungen**

Nr. 105636. Hinterlegungsdatum: 29. Oktober 1943, 20 Uhr. Jakob Jaeggli & Cie., Römerstrasse 146, Winterthur 2 (Schweiz). Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 55120. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 23. Oktober 1943 an.)

Baumwollene, rohe, gefärbte und gebleichte zwei- und mehrdrähtige Nähzwirne, Häkel-, Strick-, Stick- und Stopfgarne aller Art. Näh- und Kordonnetseide, Wollstrickgarne, Zellwolle, Maschinen.

Gesetzl. geschützte Marke

Marque déposée

Nr. 105658. — Chemische Industrie & Seifenfabrik AG. Luzern, in Luzern (Schweiz). — Die Marke ist eingetragen für «Seifenpulver sowie alle anderen Seifenprodukte».

Übertragungen — Transmissions

Nrn. 86365 bis 86369, 86988, 86989, 86990, 87343, 87523. — Heer & Cie., Oberuzwil (Schweiz). — Übertragung an Heer & Co. AG. Oberuzwil, in Oberuzwil (St. Gallen, Schweiz). — Eingetragen am 8. Dezember 1943.
Nrs. 102569 à 102572, 104784. — Heinen & Koch, Carouge (Suisse). — Transmission à Dr. Helnen & Co., Rue d'Arve 26, Carouge (Genève, Suisse). — Enregistré le 8 décembre 1943.

Löschungen — Radiations

Nr. 99917. — Chocolat Suchard société anonyme, Neuchâtel (Suisse). — Radiée le 7 décembre 1943 à la demande de la titulaire.
Nrn. 105520 und 105525. — Alois Ruckstuhl, Wil (St. Gallen, Schweiz). — Gelöscht am 8. Dezember 1943 auf Ansuchen des Hinterlegers.
Nr. 105315. — A. Bueche, Arbu Watch, Blenne (Suisse). — Radiée le 9 décembre 1943 à la demande du titulaire.

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Alliance foncière de Genève (société coopérative)

Réduction du capital social et appel aux créanciers conformément aux articles 733 et 874, alinéa 2, CO.

Deuxième publication

Dans son assemblée générale extraordinaire du 10 décembre 1943, la société a décidé de réduire le montant nominal des parts sociales de 1000 fr. à 500 fr.

Les créanciers de la société sont avisés que dans les 2 mois qui suivront la troisième publication du présent avis, ils pourront produire leurs créances au siège social, Rue du Rhône 78, et exiger d'être désintéressés ou garantis.
Genève, le 11 décembre 1943. (AA. 2197)

Le conseil d'administration.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Bundesratsbeschluss
über die Abänderung des Warenumsatzsteuerbeschlusses
 (Vom 13. Dezember 1943)

Der schweizerische Bundesrat beschliesst:

Art. 1. Die Artikel 8, Absatz 1, Litera a, 9, Absatz 1, Litera b, 10, Absatz 2 und 3, 14, Absatz 1, Litera a, und Absatz 2, 15, Absatz 2 und 3, 16, 18, 20, Absatz 1, Litera b, und 23 des auf Grund des Bundesbeschlusses vom 30. August 1939 über Massnahmen zum Schutze des Landes und zur Aufrechterhaltung der Neutralität gefassten Bundesratsbeschlusses vom 29. Juli 1941 über die Warenumsatzsteuer werden aufgehoben und durch folgende Bestimmungen ersetzt:

Art. 8, Abs. 1, Lit. a. Steuerpflichtig ist:

- a) wer als Grossist (Art. 9) im Inland Waren liefert (Art. 15) oder im Eigenverbrauch verwendet (Art. 16).

Art. 9, Abs. 1, Lit. b. Als Grossist gilt unter Vorbehalt von Art. 11:

- b) der Hersteller (Art. 10, Abs. 2 und 3), der jährlich im Inland für mehr als 35 000 Franken Waren liefert oder im Eigenverbrauch verwendet, gleichgültig, ob es sich um selbst hergestellte oder um ohne weitere Verarbeitung oder Bearbeitung weiterveräußerte oder verwendete Waren handelt.

Art. 10, Abs. 2 und 3.

Als Hersteller gilt, wer gewerbmässig Waren oder Bauwerke herstellt oder im Lohn (auf Grund eines Dienstvertrages, Auftrages oder dgl.) herstellen lässt. Als Herstellung gilt jede Verarbeitung, Bearbeitung, Zusammensetzung, Instandsetzung, Veredelung oder sonstige Umgestaltung. Als gewerbmässig hergestellte sind Waren oder Bauwerke dann anzusehen, wenn der Geschäftsbetrieb des Herstellers die Herstellung für fremde Rechnung, die Veräusserung, Vermietung oder Verpachtung solcher Waren oder Bauwerke zum Zwecke hat.

Wer sich sowohl mit dem Wiederverkauf von Waren als auch mit der Herstellung von Waren oder Bauwerken befasst, gilt als Hersteller, wenn von seinem jährlichen Umsatz (Art. 9, Abs. 2 und 3) einschliesslich der nach Art. 14, Abs. 1, steuerfreien Umsätze mehr als 25 Prozent auf Waren oder Bauwerke entfallen, die er selbst herstellt hat oder im Lohn herstellen liess.

Art. 14, Abs. 1, Lit. a, und Abs. 2. Von der Steuer sind befreit:

- a) die Engroslieferung (Art. 15, Abs. 3) an Grossisten.

Die Befreiung nach Abs. 1, Lit. a, greift nur dann Platz, wenn der Warenbezüger dem Lieferer vor Eintritt der Steuerfälligkeit (Art. 24, Lit. a) eine schriftliche Erklärung darüber ausgestellt hat, dass und unter welcher Nummer er im amtlichen Verzeichnis der Steuerpflichtigen registriert worden ist und dass er die Waren für den Wiederverkauf oder als Werkstoffe für die gewerbmässige Herstellung (Art. 10, Abs. 2) von Waren oder Bauwerken bezieht, oder dass er im Falle ihrer Verwendung im Eigenverbrauch (Art. 16) die Steuer nach Art. 19 und 20 entrichten werde.

Art. 15, Abs. 2 und 3.

Als Warenlieferung gilt auch die Ablieferung der auf Grund eines Werkvertrages oder Auftrages hergestellten Ware sowie die Verbindung von Werkstoffen mit dem Grund und Boden bei der gewerbmässigen Herstellung (Art. 10, Abs. 2) von Bauwerken für fremde Rechnung.

Als Engroslieferung gilt die Lieferung von Waren für den Wiederverkauf oder als Werkstoff (Art. 18) für die gewerbmässige Herstellung von Waren oder Bauwerken.

Art. 16. Eigenverbrauch liegt vor, wenn der Grossist

- a) Waren, die er nach Art. 14, Abs. 1, Lit. a, oder nach Art. 48, Lit. a, steuerfrei bezogen oder für die er die Steuer auf der Wareneinfuhr nach Art. 23 in Abzug gebracht hat, oder
 b) Waren, die er in seinem Geschäftsbetrieb gewerbmässig herstellt (Art. 10, Abs. 2) hat, oder
 c) Werkstoffe, die er für die gewerbmässige Herstellung von Bauwerken bezogen hat, oder
 d) Erzeugnisse der inländischen Urproduktion (Art. 8, Abs. 1, Lit. b), die er von Urproduzenten bezogen hat, welche nicht Grossisten sind,

andernfalls verwendet als zum Wiederverkauf oder als Werkstoff für die gewerbmässige Herstellung von Waren oder für die gewerbmässige Herstellung von Bauwerken für fremde Rechnung.

Art. 18. Als Werkstoffe gelten ausser den Rohstoffen und Zwischenerzeugnissen, die in die hergestellten Waren oder Bauwerke übergehen oder bei der Herstellung abfallen, auch die Stoffe, welche für die Energieerzeugung oder für ähnliche Zwecke bei der Herstellung aufgebraucht werden oder dabei abfallen. Nicht als Werkstoffe gelten die bei der Herstellung gebrauchten, wiederholt oder dauernd verwendbaren Gegenstände (Maschinen, Werkzeuge u. dgl.).

Art. 20, Abs. 1, Lit. b. Die Steuer wird berechnet:

- b) beim Eigenverbrauch (Art. 16) vom Wert der während der Steuerperiode im Eigenverbrauch verwendeten Waren. Dieser Wert bemisst sich in den Fällen von Art. 16, Lit. a, b und d, nach dem Preis, der für Waren gleicher oder ähnlicher Art am Ort und zur Zeit der Verwendung im Eigenverbrauch von Wiederverkäufern bezahlt würde, im Falle von Art. 16, Lit. c, nach den Gestehungskosten der Werkstoffe im Zeitpunkt ihrer Verbindung mit dem Grund und Boden oder mit dem Gebäude.

Art. 23. Der Grossist, der Waren für den Wiederverkauf oder als Werkstoffe für die gewerbmässige Herstellung (Art. 10, Abs. 2) von Waren oder Bauwerken aus dem Ausland bezogen hat, kann die von ihm selber während der Steuerperiode für solche Sendungen nachgewiesenermassen entrichtete Steuer auf der Wareneinfuhr (Art. 44 bis 53) von der nach Art. 19 bis 22 berechneten Steuer auf dem Warenumsatz im Inland in Abzug bringen.

Art. 2. Dieser Beschluss tritt am 1. Januar 1944 in Kraft.

293. 15. 12. 43.

Arrêté du Conseil fédéral
modifiant celui qui institue un impôt sur le chiffre d'affaires
 (Du 13 décembre 1943)

Le Conseil fédéral suisse arrête:

Article premier. Sont abrogés les articles 8, 1^{er} alinéa, lettre a, 9, 1^{er} alinéa, lettre b, 10, 2^e et 3^e alinéas, 14, 1^{er} alinéa, lettre a, et 2^e alinéa, 15, 2^e et 3^e alinéas, 16, 18, 20, 1^{er} alinéa, lettre b, et 23 de l'arrêté du Conseil fédéral du 29 juillet 1941 instituant un impôt sur le chiffre d'affaires, arrêté pris en vertu de l'arrêté fédéral du 30 août 1939 sur les mesures propres à assurer la sécurité du pays et le maintien de sa neutralité. Ils sont remplacés par les dispositions suivantes:

Art. 8, 1^{er} alinéa, lettre a. Est assujéti à l'impôt:

- a) quiconque, en qualité de grossiste (art. 9) livre des marchandises sur territoire suisse (art. 15) ou les emploie à sa consommation particulière (art. 16);

Art. 9, 1^{er} alinéa, lettre b. Sont grossistes, sous réserve de l'article 11:

- b) le fabricant (art. 10, 2^e et 3^e al.) qui, annuellement, livre sur territoire suisse ou emploie à sa consommation particulière pour plus de 35 000 francs de marchandises, qu'il s'agisse de produits de sa fabrication ou de marchandises revendues ou employées sans avoir été transformées ni ouvrées;

Art. 10, 2^e et 3^e alinéas.

Est fabricant quiconque, professionnellement, fabrique des marchandises ou en fait fabriquer contre salaire (en vertu d'un contrat de travail, d'un mandat ou d'un contrat semblable) ou exécute des constructions ou en fait exécuter contre salaire (en vertu d'un contrat de travail, d'un mandat ou d'un contrat semblable). Le terme « fabriquer » vise tout remaniement, façonnage, assemblage, mise en état, finissage ou transformation analogue. Le terme « professionnellement » s'applique au cas où une entreprise a pour but de fabriquer des marchandises ou d'exécuter des constructions pour le compte d'autrui, d'en aliéner ou d'en donner à bail.

Quiconque fabrique ou revend des marchandises ou exécute des constructions est réputé fabricant, si plus de 25 pour cent de ses livraisons annuelles (art. 9, 2^e et 3^e al.), y compris les livraisons franches d'impôt en vertu de l'article 14, 1^{er} alinéa, portent sur des marchandises qu'il a fabriquées ou fait fabriquer contre salaire ou des constructions qu'il a exécutées ou fait exécuter contre salaire.

Art. 14, 1^{er} alinéa, lettre a, et 2^e alinéa. Sont francs d'impôt:

- a) la livraison en gros (art. 15, 3^e al.) à des grossistes;

La franchise d'impôt prévue au 1^{er} alinéa, lettre a, ne vaut que si celui qui se procure les marchandises a délivré au fournisseur, avant l'échéance de l'impôt (art. 24, lettre a) une déclaration écrite certifiant qu'il est inscrit dans l'état officiel des contribuables, indiquant le numéro de cette inscription et attestant que les marchandises qu'il reçoit sont destinées à la revente ou à l'emploi comme matières premières dans la fabrication professionnelle de marchandises (art. 10, 2^e al.) ou l'exécution professionnelle de constructions (ibid.) ou que, s'il les employait à sa consommation particulière (art. 16), il paierait l'impôt en conformité des articles 19 et 20.

Art. 15, 2^e et 3^e alinéas.

Sont aussi réputées livraisons de marchandises la remise d'une marchandise fabriquée en vertu d'un contrat d'entreprise ou d'un mandat, ainsi que l'union de matières premières au terrain dans des constructions faites professionnellement (art. 10, 2^e al.) pour le compte d'autrui.

Est réputée livraison en gros la livraison de marchandises destinées à la revente ou à l'emploi comme matière première (art. 18) dans la fabrication professionnelle de marchandises ou l'exécution professionnelle de constructions.

Art. 16. Il y a consommation particulière lorsqu'un grossiste emploie à des fins autres que la revente ou l'emploi dans la fabrication professionnelle de marchandises ou l'exécution professionnelle de constructions pour le compte d'autrui:

- a) des marchandises qu'il s'est procurées en franchise d'impôt en vertu de l'article 14, 1^{er} alinéa, lettre a, ou 48, lettre a, ou pour lesquelles il a déduit, en conformité de l'article 23, l'impôt sur l'importation de marchandises; ou
 b) des marchandises qu'il a fabriquées professionnellement (art. 10, 2^e al.) dans son exploitation; ou
 c) des matières premières qu'il s'est procurées pour exécuter professionnellement des constructions; ou
 d) des produits indigènes (art. 8, 1^{er} al., lettre b).

Art. 18. Sont considérées comme matières premières, en sus des matières brutes et des produits intermédiaires qui sont convertis en marchandises ou entrent dans les constructions ou qui tombent comme déchets en cours de fabrication, les matières servant à la production d'énergie ou à d'autres fins semblables qui sont consommées ou qui tombent comme déchets en cours de fabrication. Ne sont pas considérés comme matières premières les objets qui peuvent être employés de façon répétée ou durable dans la fabrication (machines, outils, etc.).

Art. 20, 1^{er} alinéa, lettre b. L'impôt se calcule:

- b) s'il s'agit de consommation particulière (art. 16), sur la valeur des marchandises employées à ce titre pendant la période fiscale. Cette valeur se détermine, dans les cas de l'article 16, lettres a, b et d, d'après le prix qui aurait été payé par des revendeurs, à l'endroit et à l'époque de l'affectation à la consommation particulière, pour des marchandises de même nature ou de nature analogue et, dans le cas de l'article 16, lettre c, d'après le prix de revient des matières premières à l'époque de leur union au terrain ou au bâtiment.

Art. 23. Le grossiste qui s'est fait livrer de l'étranger des marchandises destinées à la revente ou à l'emploi comme matière première pour fabriquer professionnellement des marchandises ou exécuter professionnellement des constructions (art. 10, 2^e al.) peut déduire, de l'impôt calculé d'après les articles 19 à 22 pour ses transactions en marchandises sur territoire suisse, l'impôt dont il est établi qu'il a été payé durant la période fiscale à l'importation de ces marchandises (art. 44 à 53).

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1944.

293. 15. 12. 43.

Verfügung Nr. 714 A/43 der Eidgenössischen Preiskontrollstelle
vom 6. Dezember 1943, betreffend Preisangleichskasse für Sauerkraut
 (Einzahlungen an die Preisangleichskasse für Sauerkraut)

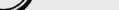
Die in Artikel 6 der in Nr. 288 des Schweizerischen Handelsamtsblattes vom 9. Dezember 1943, Seite 2737, veröffentlichten Verfügung Nr. 714 A/43 aufgeführte Postscheckkonto-Nummer ist nicht zutreffend. Die Einzahlungen der Ausgleichsbeiträge haben im Sinne der erwähnten Verfügung an das Eidgenössische Kassa- und Rechnungswesen, Bern, Postscheckkonto III 520 zugunsten der Rechnung 5.520.799.12 Preisangleichskasse für Sauerkraut, bei der Eidgenössischen Preiskontrollstelle Territet zu erfolgen

293. 15. 12. 43.

Prescriptions n° 714 A/43 du Service fédéral du contrôle des prix
du 6 décembre 1943, concernant la caisse de compensation des prix de la choucroute
 (Versements à la caisse de compensation)

On voudra bien noter que le numéro de chèques postaux mentionné à l'article 6 des prescriptions n° 714 A/43, publiées dans le numéro 288 de la Feuille officielle suisse du commerce du 9 décembre 1943, page 2738, n'est pas exact. On est prié d'exécuter les versements au compte de chèques postaux Services fédéraux de caisse et de comptabilité III 520, à Berne, en mentionnant ce qui suit au dos du coupon: Au crédit du compte 5.520.799.12 (caisse de compensation des prix de la choucroute, près le Service fédéral du contrôle des prix, Territet).

293. 15. 12. 43.



Goldreif

Somatra-Zigarren mit
ausgesuchten Deli-Sand-
blattdeckern & feinsten
Havanna-Brasilmischung.

Erstklassig

Annoncenregie und verantwortlich für den Inseratenteil: Publicitas AG. — Régie des annonces et responsabilité pour ces dernières: Publicitas SA. — Druck: Fritz Pochon-Jent AG., Bern.